là une des caractéristiques les plus importantes de l'œuvre à accomplir. Il faut sans doute que nous ayons un enseignement technique, c'est-à-dire que les grandes maisons d'enseignement soient outillées de manière à pouvoir donner à leurs élèves l'instruction technique, mais nous ne pouvons fournir cet enseignement à tout le monde, et son idée est que, dans tous les cas où il est possible de donner à celui qui vaque à ses occupations ordinaires le bénéfice de l'enseignement technique en lui amenant des maîtres qui augmenteront la valeur de son travail, la chose devrait être faite. Après tout, en effet, les résultats à obtenir par de semblables mesures ne sont pas entièrement attribuables à de grandes maisons ni à un matériel coûteux. C'est plutôt sur le maître qu'il faut compter que sur toute autre chose et, autant que possible, on devra faire emploi des deniers votés ici pour s'assurer de bons professeurs et les instruire.

Aux Etats-Unis, où l'on a donné beaucoup plus d'attention que nous à cette affaire et où l'on a fait des progrès beaucoup plus considérables que nous, il existe une loi que l'on appelle, si je ne me trompe, la loi Smith-Hughes de 1917, laquelle établit un projet de coopération avec les états, et les sommes votées sont toutes payables pour le traitement, de professeurs et pour les former. Nos voisins comprennent, en effet, comme je suis sûr que nous le comprenons davantage chaque jour, que c'est là le nœud de la situation. Il nous faut des hommes qui sachent donner l'instruction qui convient aux diverses catégories de matières à enseigner. Je ne sais si j'ai répondu à l'objection de l'honorable député.

M. SINCLAIR (Guysborough): Quant au régime mixte que nous avons dans notre province, une partie des fonds qui soutiennent ces écoles techniques est versée par le gouvernement provincial l'autre partie par les villes. Est-ce que cet argent comptera dans le total affecté à la province? Je ne vois aucune raison pour qu'il n'en soit pas ainsi.

L'hon. M. CALDER: Il n'est pas question de faire entrer en ligne de compte la somme pour laquelle une municipalité contribue à l'établissement ou à l'entretien d'une de ces maisons. C'est là une affaire à arranger entre le gouvernement provincial et les autorités de l'endroit. Ce que l'on propose c'est d'accorder une somme égale à celle que dépense la province. Les arrangements qu'elle pourra faire avec la municipalité la concernent toute seule.

L'hon. M. FIELDING: Je désirerais savoir du ministre si les termes de cette ré-

[L'hon. M. Calder.]

solution ont fait l'objet d'un examen avec les gouvernements provinciaux et si, dans l'affirmative, ces gouvernements les jugent acceptables. Je n'ignore point que le projet ne se peut appliquer à une province qu'après une approbation par le Gouverneur en conseil de l'accord conclu avec elle. Il peut cependant arriver que nous propositions une chose avec de bonnes intentions et que le gouvernement d'une province puisse ne pas être en mesure de la mettre à profit. Je crois bien qu'il y a un peu de cela dans les efforts que nous faisons pour aider à la création de routes nationales. Ce que je désire, toutefois, dans le cas actuel, c'est de savoir si les gouvernements provinciaux ont eu connaissance de ces résolutions et ont déclaré qu'ils les jugeaient satisfaisantes.

Mon honorable ami (M. Sinclair) a soulevé un point sur lequel je désire insister. Je me préparais à poser la même question, celle de savoir si le ministère ici exigerait qu'on limite la dépense à la somme payée par le Gouvernement de la province, directement ou si elle pourrait être employée à l'exécution d'un projet d'enseignement de la province, non pas peut-être par le gouvernement provincial, mais par les municipalités. Le seul fait d'être accompli par les municipalités ne condamne pas ce travail, s'il a pour but l'enseignement technique. Je suppose que mon honorable ami nous donnera, lors de la présentation du projet de loi, une définition plus claire de ce qu'il entend que sera l'instruction technique sous le régime de la loi, et peut-être vaut-il mieux attendre que le projet soit déposé pour en faire la critique. Il faudra cependant qu'on nous donne des éclaircissements sur ces deux points: d'abord, ce que comporte l'enseignement technique auquel cet argent sera employé et, ensuite, nous dire pourquoi il ne serait pas tenu compte de ce même enseignement donné dans une province par accord entre le gouvernement provincial et les municipalités. Tout ce que je demande à mon honorable ami, c'est de bien vouloir penser à cela en rédigeant le projet de loi. J'ai à l'idée certaines écoles de mines de la Nouvelle-Ecosse auxquelles a fait allusion mon honorable ami le chef de la gauche. Elles ont fait d'excellente besogne dans cette province, et elles sont strictement des institutions techniques.

Je ne doute pas qu'il soit possible d'adapter cette mesure à l'état de choses qui règne dans les différentes provinces.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)